Ordonnance de Charles VI défendant, sous peine de la vie, de transporter hors du pays aucune sorte de grains et de fourrages.

Bruxelles, 28 mai 1740.

CHARLES, par la grâce de Dieu, empereur des Romains, toujours auguste, roi d'Allemagne, d'Espagne, de Hongrie, de Bohême, etc.

Comme nous sommes informé que, nonobstant l'ordonnance que nous avons fait émaner, le 28 novembre dernier (1), pour empêcher la sortie des grains et fourrages des terres de notre obéissance, et nonobstant les grièves peines y comminées contre ceux qui y contreviendroient, la chose ne laisse pas que de se pratiquer encore, et voulant pourvoir, par tous les moyens possibles, à une contravention si punissable et qui, dans les circonstances présentes, pourroit avoir des suites très-pernicieuses et très-funestes pour nos bons et fidèles sujets, nous, à la délibération de notre très-chère et très-aimée sœur Marie-Élisabeth, par la grâce de Dieu, princesse royale de Hongrie, de Bohême et des Deux-Siciles, archiduchesse d'Autriche, etc., notre lieutenant et gouvernante générale de nos Pays-Bas, avons de nouveau défendu, comme nous défendons par cette, sous peine de la vie, à toutes personnes, de tel état, qualité ou condition qu'elles soient, de porter ou mener, faire porter ou mener, hors desdites terres de notre obéissance, aucune sorte de grains ou de fourrages plus amplement détaillés par notre dite ordonnance du 28 novembre 1739, non plus en nature que convertis en farines; promettons une récompense de cent écus à ceux qui dénonceront quelqu'un qui aura contrevenu à la présente défense, parmi que le contrevenant puisse être saisi au corps et convaincu de sa contravention (2).

Si donnons en mandement à nos très-chers et féaux les chef, présidents et gens de nos privé et grand conseils, chancelier et gens de notre conseil de Brabant, gouverneur, chancelier et gens de notre conseil en Gueldre, gouverneur de Limbourg, président et gens de notre conseil en Flandre, grand bailli, président et gens de notre conseil de Hainaut, gouverneur, président et gens de notre conseil à Namur, grand bailli de Tournay et Tournaisis, écoutète de Malines et à tous autres nos justiciers, officiers et sujets qui ce regardera, que cette notre ordonnance ils fassent incontinent publier et afficher dans toutes les villes et lieux de leur juridiction respectivement, et au surplus la fassent garder et observer selon sa forme et teneur, sans port, faveur ni dissimulation: car ainsi nous plaît-il. En témoin de ce, nous avons fait mettre notre grand scel à ces présentes, données en notre ville de Bruxelles le 28 mai, l'an de grâce 1740 et de nos règnes, savoir: de l'Empire romain le vingt-neuvième, d'Espagne le trente-septième, de Hongrie et de Bohême aussi le vingt-neuvième. STEENH. v^t.

MARIE ELISABETH.

Par ordonnance de Son Altesse Sérénissime :

C. H. COSQUI.

(Original, aux Archives du royaume.)

(1) V. p. 318.

(2) Dans la publication qui se fit de cette ordonnance en Brabant, en Limbourg et aux pays d'Outre-Meuse, les deux articles suivants furent ajoutés :

« Et comme nous sommes informé que quelques magistrats et lois des villes, franchises et villages ont défendu la sortie des grains d'un endroit à l'autre, tant dans notre pays de Brabant, de Limbourg et Outre-Meuse, que vers autres provinces de par deçà de notre domination, si est-il que, voulant maintenir entre les sujets de tous lesdits nos pays la libre entrée et sortie des grains, déclarons toutes telles défenses nulles et de nulle valeur; permettons, au contraire, à un chacun de retirer les grains lui appartenants d'une province et d'un endroit de notre domination à l'autre, comme le tout a été permis et s'est pratiqué avant lesdites défenses.

« Et s'il arrivoit qu'on ne pourroit tirer lesdits grains

de l'une province, ville ou endroit à l'autre sans passer par des États et pays étrangers, par où se pourroient commettre plusieurs fraudes, si voulons, pour y pourvoir, que tous ceux qui voudront ainsi tirer quelques grains de l'une province ou endroit à l'autre de notre domination, devront à cette fin se procurer et pourvoir d'une permission spéciale ou passe-port de notre part, comme aussi d'un certificat de la loi, tant de l'endroit dont ils tireront lesdits grains que de celui vers lequel ils sont destinés, au moyen desquels ils seront obligés de faire constater de la qualité et quantité qu'ils auront ainsi transportée de l'un endroit à l'autre: le tout à peine que ceux qui s'émanciperoient de faire passer quelques grains par des terres non sujettes à notre souveraineté, seront tenus comme contraventeurs et transgresseurs de cette notre ordonnance. »

V. la note 1 à la page 363.